

Introduction : Le Moyen-Orient est un espace géographique qui se définit comme l'ensemble des pays de l'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Iran, voire l'Afghanistan, et du Sud du Caucase à la péninsule Arabique, ensemble qui comprend en outre l'Égypte. Cette région est marquée par des conflits majeurs à l'échelle régionale, faisant de cet espace un « arc de crise » géopolitique dans lequel les tentatives de construction de la paix sont nombreuses mais restent difficiles à transformer en paix durable.

Problématique : Comment expliquer le nombre important de conflits régionaux au Moyen-Orient et comment mettre en œuvre des processus de paix ?

I. Les multiples facteurs de conflictualité.

A. Une mosaïque de peuples et de religions.

Un espace qui n'est pas limité au monde arabe : Le Proche et Moyen Orient est une mosaïque de peuples qui s'organisent en quatre grandes familles :

- Les Turcs au Nord
- Les Persans (Iran, Afghanistan)
- Les Arabes (péninsule arabique, Égypte, Irak)
- Les Kurdes dont le territoire est divisé entre Turquie, Syrie, Irak et Iran.

On peut aussi ajouter les populations juives issues d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Amérique avec la création d'Israël.

Le berceau des religions monothéistes : C'est aussi un territoire marqué par les trois grandes religions monothéistes (Islam, Judaïsme et Christianisme) symbolisé par la ville de Jérusalem, ville trois fois sainte. Le territoire est essentiellement musulman mais divisé entre chiites et sunnites. Si la division au sein de la communauté musulmane ne doit pas être négligée, la question religieuse est souvent instrumentalisée par les états pour servir leurs intérêts géopolitiques. De nombreuses minorités chrétiennes sont présentes en Égypte, en Syrie et au Liban. Le Moyen Orient représente une mosaïque imbriquant différentes religions et populations au sein même des états (ex Liban qui regroupe 18 communautés religieuses officielles et 22 groupes ethniques).

B. Des ressources convoitées et disputées.

Une région riche en hydrocarbures : La région est la première réserve de pétrole et de gaz au monde (60% des réserves mondiales). Le pétrole fût très tôt un enjeu majeur pour les grandes compagnies européennes et américaines (Les majors) qui exploitèrent les gisements, ne laissant qu'une faible part du profit aux pouvoirs locaux. Les États du Moyen-Orient se sont progressivement émancipés de la domination européenne (OPEP en 1960, nationalisations des compagnies nationales).

Mais les hydrocarbures participent au déséquilibre régional entre pays bien pourvus en pétrole les monarchies du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar, Abu Dhabi) riches et développés grâce à cette rente pétrolière et les pays sans hydrocarbures (Syrie, Égypte, Afghanistan). Les écarts de richesse et de développement se creusent. Le pétrole est un facteur de conflit (Première Guerre du Golfe).

Une région pauvre en eau : Les ressources en eau sont inégalement réparties, les fleuves et les lacs sont rares alors que la demande est en forte croissance. La croissance de l'urbanisation et de l'agriculture irriguée nécessite des aménagements coûteux (usines de dessalement). Le partage des eaux des fleuves devient problématique. Les barrages ou les prélèvements sur le Jourdain, le Tigre et l'Euphrate diminuent leur débit alors que le projet turc Gap menace l'approvisionnement de l'agriculture irakienne et syrienne. Le bassin du Jourdain est disputé entre Israël (qui réalise les plus importants prélèvements) l'Autorité palestinienne et la Jordanie. Dans ces territoires, si l'eau n'est pas un facteur de guerre, sa rareté aggrave les tensions déjà existantes.

C. Des états marqués par une fragilité structurelle.

Des frontières contestées : Les frontières du Moyen-Orient ont été imposées par des puissances étrangères à la fin de la Première Guerre mondiale. Ce sont les accords Sykes Picot de 1916 qui partagent le monde arabe en zones d'influence qui deviendront ensuite les futurs états du Moyen Orient. Après la Seconde Guerre Mondiale et l'accession des pays à leur indépendance, l'influence européenne est remplacée par la lutte d'influence entre les deux superpuissances, États-Unis et URSS, autour du contrôle des hydrocarbures. Le tracé des frontières du Moyen Orient débouche sur des conflits et des tensions comme autour de la question kurde.

Une région marquée par un autoritarisme politique : si on ne peut limiter les états du Moyen Orient à des régimes autoritaires, le poids des systèmes d'organisation sociale traditionnels est un élément majeur pour comprendre la présence de nombreux régimes autoritaires. Dans les pays arabes, les sociétés sont traditionnellement organisées autour des asabiyya. Ce sont des groupes de solidarité fondées sur les relations personnelles (familiales, claniques, tribales, clientélistes) et organisés autour des anciens. Néanmoins, l'urbanisation croissante et accélérée tend à réduire ces liens sociaux basés sur le patriarcat. Mais les principales raisons qui expliquent la permanence des régimes autoritaires dans le Moyen-Orient sont avant tout politiques : des régimes personnels se mettent en place pour compenser la fragilité et le manque de vécu historique des états du Moyen Orient, aboutissant à la mise en place de dynasties.

II. Des conflits israélo-arabes au conflit israélo-palestinien.

A. Le temps des conflits israélo-arabes.

La naissance d'Israël : A la fin du XIXe siècle apparaît le mouvement sioniste qui réclame la création d'un état juif en Palestine. Les Juifs migrent et colonisent progressivement cette région sous mandat britannique. Après 1945, l'une des conséquences de la Shoah est de renforcer le projet sioniste de création d'un état juif. Le Royaume Uni s'y oppose et confie à l'ONU une médiation pour aboutir au partage de la Palestine en deux états. Le plan de l'ONU est rejeté par les pays arabes et le 14 mai 1948, Ben Gourion proclame la naissance d'Israël.

Le nouvel État est alors attaqué par les États arabes voisins. Inexpérimentés et divisés, ceux-ci sont écrasés par Tsahal, l'armée d'Israël. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba : de 700 000 à 1 000 000 d'entre eux se réfugient dans les pays voisins. Les territoires qui auraient dû constituer un État palestinien sont soit annexés par Israël, soit rattachés à la Jordanie (Cisjordanie) et à l'Égypte (Gaza). La ville de Jérusalem est divisée en deux. Aucune paix n'est alors signée entre Israël et les états arabes.

Les guerres israélo-arabes : En 1956, Israël aide la France et la Grande-Bretagne contre l'Égyptien Nasser qui a nationalisé le canal de Suez. Cet échec politique des Européens et d'Israël fait de Nasser le champion du panarabisme et de la lutte contre l'état hébreu. En 1967, alors que l'Égypte ferme le canal de Suez aux Israéliens, l'état hébreu déclenche et gagne la guerre des Six Jours contre les trois pays arabes. La Cisjordanie et Gaza deviennent alors des territoires occupés, dont les habitants palestiniens sont administrés par Israël. Tsahal prend aussi le contrôle du Golan (Syrie) et du Sinaï (Égypte). L'ONU, par la résolution 242, demande en vain l'évacuation de ces territoires par Israël. En 1973, l'Égypte riposte par la guerre du Kippour, gagnée plus difficilement par Israël.

La fin du front arabe : Après la guerre des Six-Jours, une partie importante des combattants palestiniens, les fedayin, se réfugient en Jordanie, où ils forment un véritable état dans l'état. Mais, après le détournement de 4 avions de ligne, le Roi Hussein décide de chasser les combattants palestiniens. Ce sont les combats de Septembre noir qui font entre 2 et 3 000 morts. Les combattants palestiniens se réfugient au Liban qui plonge à partir de 1975 dans une guerre civile terrible. En 1977, l'unité arabe face à Israël est définitivement rompue par l'Égypte, qui, sous la direction de Sadate, s'est rapprochée des États-Unis. Après une visite en Israël en 1977, Sadate signe les accords de Camp David en 1978 avec le Premier ministre israélien Begin. C'est la première paix signée entre Israël et un pays arabe.

B. L'Intifada, une guerre asymétrique.

La lutte palestinienne internationale : L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza à partir de 1967, l'annexion de Jérusalem-Est proclamée en 1980 et la construction de colonies renforcent le nationalisme palestinien. Celui-ci trouve une expression politique avec l'OLP, qui réunit en 1964 plusieurs mouvements politiques voulant donner aux Palestiniens un État. Dirigée par Yasser Arafat, l'OLP multiplie les actes terroristes. En 1972, des Palestiniens prennent en otage et exécutent des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich. Pour détruire l'OLP, Israël envahit en 1982 le Liban, alors en pleine guerre civile et laisse les milices libanaises massacrer des civils dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila. L'OLP se réfugie à Tunis.

L'intifada : En 1987, les jeunes palestiniens des territoires occupés se soulèvent. C'est le début d'une insurrection populaire qui dure jusqu'en 1993 que les Palestiniens appellent l'intifada, faisant plus de 1 000 morts Palestiniens et 100 Israéliens. Face à l'armée d'occupation israélienne, la jeunesse palestinienne développe un conflit asymétrique multiforme : lutte contre les Israéliens (avec près d'un mort par jour en 1987-1988), boycott des marchandises israéliennes, désobéissance civile. L'intifada rehausse le prestige de l'OLP qui devient un acteur indispensable à l'établissement d'une paix. De son côté, l'image d'Israël est largement détériorée : la mort en direct de jeunes Palestiniens oblige le gouvernement israélien à entamé des négociations.

C. Quels modes de résolution du conflit ?

Les accords d'Oslo L'OLP modifie sa politique et condamne le terrorisme alors que l'Intifada enflamme les territoires occupés. En 1988, l'OLP reconnaît Israël, proclame l'État palestinien et accepte les résolutions de l'ONU. De son côté, Israël pâtit de plus en plus de la politique de répression contre les jeunes insurgés des territoires occupés. Le 13 septembre 1993, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat signent les accords d'Oslo qui prévoient le retrait israélien de Gaza et de Jéricho. Une « Autorité » palestinienne se met en place. Un certain nombre de pouvoirs sont transférés aux Palestiniens, qui pourront élire une assemblée et s'administrer à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie. En septembre 1995, les accords d'Oslo 2 mettent en œuvre de nouveaux retraits israéliens mais butent sur de grandes difficultés.

L'échec d'Oslo : La lenteur de processus de paix fait le jeu de ses adversaires. Celui-ci est aussi fragilisé par l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995 par un juif d'extrême droite. Refusant de concéder davantage de droits et de terres aux Palestiniens et de remettre en cause les colonies, les gouvernements israéliens freinent le processus de paix. De leur côté, les Palestiniens exigent un droit au retour pour tous les réfugiés et Jérusalem comme capitale de leur futur état. Les mouvements islamistes prospèrent grâce aux difficultés des Palestiniens dont les conditions de vie s'aggravent. Parmi eux, le Hamas remporte les élections à Gaza. En septembre 2000, une deuxième Intifada se déclenche, plus violente que la première, elle se heurte à la dure répression du gouvernement hébreu qui entreprend la construction d'un mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie.

Une situation bloquée : Aujourd'hui, le processus de paix est au point mort. Les Israéliens multiplient les colonies juives en territoire palestinien et construisent des murs qui morcellent le territoire palestinien. En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, les États-Unis ont encore renforcé les positions extrémistes des deux camps. La Palestine, coupée en deux, avec deux gouvernements qui s'opposent (OLP en Cisjordanie et Hamas à Gaza), est marquée par la pauvreté et reste très dépendante de l'aide internationale. Les tentatives de négociations mises en œuvre par D. Trump ont globalement échoué à résoudre le problème palestinien qui n'est plus aujourd'hui au cœur des enjeux internationaux.

III. Les Guerres du Golfe et leurs prolongements.

A. 1990-1991 : comprendre les enjeux d'un conflit interétatique dit classique.

L'Opération « Tempête du désert » : La Première Guerre du Golfe est un exemple typique de conflit interétatique qui implique des acteurs régionaux et internationaux. En août 1990, l'Irak dirigée par Saddam Hussein envahit le Koweït pour prendre possession de son pétrole. L'ONU lance un ultimatum à l'Irak, lui ordonnant de quitter le territoire koweïtien pour le 15 janvier 1991. Sous mandat de l'ONU, les États-Unis mettent en place une large coalition regroupant 34 pays contre les armées irakiennes. Le 17 janvier 1991, c'est le début de l'opération tempête du désert. Après 42 jours de combat, la coalition internationale obtient le retrait des troupes irakiennes du Koweït.

Un conflit témoin d'un nouvel ordre mondial : Ce conflit montre l'hyperpuissance des États-Unis hérité de la fin de la guerre froide, notamment dans le domaine militaire. Il répond à des enjeux liés à la sécurité collective. Il s'agit en effet

de mettre fin à l'invasion d'un pays et c'est à ce titre que l'intervention internationale reçoit le soutien de l'ONU. La Guerre du Golfe devient alors un modèle de la résolution d'un conflit interétatique régional par l'action d'une organisation internationale, le Conseil de Sécurité de l'ONU, qui mandate une coalition internationale. Mais le conflit a un coût humain très élevé : de 30 à 100 000 morts, majoritairement des civils et un pays très largement détruit. L'Irak est de plus soumis à un embargo dévastateur qui provoque la mort de près de 100 000 personnes, majoritairement des enfants, malgré le programme de l'ONU « pétrole contre nourriture » mis en place dès 1996. Dans le même temps, Saddam Hussein reste dictateur, exerçant un pouvoir autoritaire sur la population.

B. 2003 : de l'invasion de l'Irak à la guerre civile.

L'invasion de l'Irak : Lancé depuis les attentats du 11 septembre 2001 dans une politique unilatérale les États-Unis, dirigés par Georges Bush, prennent la décision en 2003 d'envahir l'Irak afin de renverser Saddam Hussein, prétextant un soutien de l'Irak au terrorisme et la fabrication d'armes de destruction massive. Malgré l'intervention de l'ONU dirigée par Kofi Annan pour trouver une solution pacifique à la crise, les États-Unis se lancent dans une nouvelle invasion de l'Irak, provoquant la chute rapide de Saddam Hussein. Cette nouvelle intervention n'obtient cependant pas de mandat de l'ONU, face aux vetos de la France et de la Russie au Conseil de Sécurité.

La guerre civile irakienne : Après la chute du régime irakien, l'armée américaine cherche, sans y parvenir à mettre en place un gouvernement de transition démocratique. Le pays sombre dans la violence et la guerre civile, faisant chaque mois des milliers de morts. Les attentats contre l'armée américaine et le nouvel État irakien se multiplient. Chiïtes, Sunnites et Kurdes mettent en place des milices qui s'affrontent. Les régions irakiennes, notamment les Kurdes, deviennent autonomes. Les États-Unis quittent l'Irak en 2011, laissant le pays dans une situation de chaos. Les groupes islamistes terroristes s'implantent en Irak : Al-Qaïda puis à partir de 2013, Daech qui fonde en 2014 l'État Islamique, à cheval entre l'Irak et la Syrie.

C. Résoudre les conflits au Moyen-Orient.

Les difficultés de l'ONU : en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, l'action de l'ONU a été centrale : elle élabore le premier plan de partage de la Palestine en 1947 et adopte en 1967 la résolution 242 qui exige le retrait Israélien des territoires occupés. Mais le soutien des États-Unis à Israël et les divisions entre les états du Conseil de Sécurité de l'ONU ne permettent pas l'application des résolutions. Les guerres du Golfe démontrent quant à elles les forces et les faiblesses du modèle onusien. En 1991, la Première Guerre du Golfe est l'occasion pour l'ONU, autrefois entravée par la Guerre Froide, de démontrer sa capacité à résoudre le conflit. En 2003, son échec pour empêcher les États-Unis et le Royaume-Uni d'envahir l'Irak, malgré les vetos français et russe, traduit la faiblesse du modèle face à l'unilatéralisme des grandes puissances.

Rôle des états : Lors des différents conflits qui ont déchiré le Moyen-Orient, le jeu des différentes puissances, qu'elles soient régionales ou mondiales, est bien évidemment central :

- La puissance mondiale des États-Unis s'est rapidement heurtée au problème israélo-palestinien. Elle a été le principal instigateur de la paix entre l'Égypte et Israël en 1978 et a rêvé d'imposer une PAX AMERICANA après les accords d'Oslo. Leur échec en Irak acté par leur départ en 2011, ainsi que le refus de B Obama d'intervenir

en Syrie a laissé le champ libre pour le renouveau de la puissance russe, incarnée par son action en Syrie depuis 2014.

- Les puissances régionales jouent aussi un rôle majeur dans la région : nombre de conflits ne peuvent se lire sans prendre en compte la situation de quasi guerre froide entre l'Iran et l'Arabie Saoudite ou bien alors les rapports de force entre le Qatar, l'Arabie Saoudite ou encore l'Égypte.

Le poids croissant des acteurs non étatiques : Les conflits au Moyen-Orient ont vu se multiplier les milices. Formées par des soldats qui ne font pas parti d'une armée régulière, ces miliciens jouent un rôle central dans les guerres en Syrie, en Libye ou encore au Liban. Ainsi, le Hezbollah est à la fois un parti politique et un groupe islamiste chiite libanais fondé en 1982. Il fut un acteur central de la guerre civile qui a déchiré le Liban et reste aujourd'hui incontournable dans la vie politique tourmentée libanaise. Mais il intervient aussi contre Israël, lançant des roquettes contre l'état hébreu. Lors de la Guerre civile en Syrie, le Hezbollah est intervenu aux côtés de B. El Assad. Il est le bras armé de l'Iran. Les ONG occupent aussi un rôle central dans le Moyen-Orient. En Israël les ONG de défense des droits de l'Homme comme B'Tselem dénoncent régulièrement les atteintes aux droits de l'Homme. L'ONG Taayoush milite de son côté pour une paix durable entre Israël et Palestine.

Conclusion :

La région du Moyen-Orient est donc traversée par de nombreuses fractures qui peuvent expliquer les conflits et les guerres. Si la question religieuse a longtemps été présentée comme centrale, les chercheurs s'accordent à dire qu'elle est souvent instrumentalisée pour servir les pouvoirs politiques régionaux. Alors que le monde a longtemps regardé le conflit israélo-palestinien comme un obstacle majeur à la paix, la question palestinienne ne semble plus être un enjeu majeur pour le Moyen Orient, de la même manière que la question irakienne s'est retrouvée reléguée au second plan par la situation en Afghanistan. Le rapprochement entre l'Arabie Saoudite et Israël, sous l'impulsion de Donald Trump a mis en évidence le déplacement du centre de gravité de la géopolitique du Moyen Orient vers l'Iran.